

Le problème d'une aide spécifique, sous forme de paiement compensatoire en raison d'une productivité réduite par la diminution d'effectifs, est évidemment un problème délicat à résoudre. Nous l'avons entrepris, une commission d'experts est au travail, aux fins, tout d'abord, de proposer au Conseil fédéral, avant la fin de l'année, un système de paiement de contribution qui se fonderait sur l'article 19 nouveau de la loi sur l'agriculture avec effet limité dans le temps. Puis, un deuxième projet alors plus ambitieux, plus rationnel et complet sans doute, qui appellerait une modification de la législation actuelle, qui pourrait être appliquée à l'horizon des années nonante et un et nonante-deux et qui nous conduirait à cette «extensification» de la production dont on parle, ce nouveau terme, ce barbarisme à certains égards mais qui fait apparaître le souci qui doit être le nôtre, d'une croissance qualitative de notre agriculture et d'une relation admissible, plus modérée qu'aujourd'hui entre le nombre d'unités de grand bétail et la surface à disposition.

Je voudrais vous dire qu'au nombre des nouveautés introduites cette année en raison des décisions du Conseil fédéral en matière de politique agricole, nous avons étendu à la zone préalpine des collines les possibilités de subventionnement lors de la construction ou de l'aménagement des fosses à purin. Jusqu'à maintenant, il n'y avait que la région de montagne qui bénéficiait de cette aide financière. Nous l'avons étendue à la zone préalpine de collines et nous sommes intervenus vigoureusement auprès des gouvernements cantonaux pour qu'ils ouvrent, de leur côté également, la politique dans ce domaine. On a augmenté de quelque cinq millions de francs le poste budgétaire des crédits d'investissement 1988 avec cette pressante recommandation aux cantons.

La loi sur la protection des eaux – on y a fait allusion tout à l'heure – est actuellement en révision. Les dispositions, telles qu'elles sont prévues, envisagent une charge maximale d'unités de gros bétail fumure par hectare et d'après les recherches, que nous avons effectuées dans nos stations agronomiques, le futur devrait se situer vraisemblablement à un maximum de trois unités de gros bétail par hectare et la charge normale serait même échelonnée entre 1,8 et 3 unités de grand bétail en fonction de la nature des sols et du genre de cultures pratiquées.

Voilà quelques indications qui confirment ce que je vous ai dit liminairement, à savoir que les faits vont résolument dans la bonne direction, que nous n'avons pas encore terminé, tant s'en faut, cette politique, car j'ai dit que cela prend quelque temps, mais la détermination du Conseil fédéral est absolue. Je me plais à signaler que les milieux de la profession, eux aussi, ont les mêmes vues sur cette politique et sont décidés à nous apporter leur contribution de bienveillance et de volonté.

**Le président:** M. Longet n'est que partiellement satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

86.500

### **Interpellation Bühler-Tschappina Schlachtviehmarkt Marché du bétail de boucherie**

Siehe Jahrgang 1986, Seite 1517 – Voir année 1986, page 1517

#### *Diskussion – Discussion*

**Bühler-Tschappina:** Ich bin von der schriftlichen Antwort des Bundesrates nicht befriedigt – eine kurze Begründung: Der Bundesrat zählt in Antwort 1 die Massnahmen auf, die zu einer Regulierung der Fleischproduktion bereits ergriffen

wurden. Es sind dies die Stallbaubewilligungspflicht, die Höchstbestände, die Stilllegung von Beständen mit Beiträgen und die Ausrichtung von Beiträgen gemäss Artikel 19 an die kleinen und mittleren Betriebe. Gerade diese Beiträge gemäss Artikel 19 sind bis heute nicht realisiert worden, obwohl das Parlament schon vor längerer Zeit diesen Artikel verabschiedet hat. Der Bundesrat bzw. die Verwaltung haben versäumt, die nötigen Verordnungen zu erlassen, damit sie auch ausgerichtet werden können. Ich bin der Meinung, diese Beiträge würden das Problem etwas entschärfen. Es ist nicht einzusehen, warum man hier nicht etwas bessere und konstruktivere Arbeit geleistet hat.

Ferner verweist der Bundesrat auf die Zunahme der Schlachttiere in allen Regionen – insbesondere auch auf die Zunahme im Berggebiet über die Ausmerzaktionen. Hier möchte ich doch etwas richtigstellen. Das Berggebiet ist zwar gezwungen, heute mehr Tiere über die Schlachtbank abzugeben, weil der Viehabsatz nicht mehr klappt; wir haben aber – und hier habe ich ganz konkrete Zahlen aus dem Kanton Graubünden – keine Vermehrung, also keine grösseren Tierbestände. Im Gegenteil. In den letzten zehn Jahren haben die Tierbestände sogar abgenommen. Wir hatten zudem bereits Anfang dieses Jahrhunderts gesamthaft grössere Tierbestände als heute. Es hat also keine Mehrproduktion stattgefunden, sondern einzig und allein eine Verschiebung von der Aufzucht zur Mast. Ich möchte das hier einmal mit aller Klarheit sagen.

Zum zweiten Punkt nur soviel: Der Bundesrat ist der Meinung, dass bei tiefen Preisen eher die bäuerlichen Betriebe überleben als die grossen Mastbetriebe. Ich teile diese Auffassung überhaupt nicht, denn überleben wird derjenige Betrieb, der am wirtschaftlichsten produzieren kann. Das sind ganz sicher nicht die bäuerlichen Betriebe mit kleinen Beständen, sondern zweifellos die sogenannten Tierfabriken. Diese werden eine Tiefpreispolitik über längere Zeit überleben; die bäuerlichen Betriebe aber nicht.

Vielleicht noch eine Bemerkung zu den Einfuhren des Kraftfutters. Der Bundesrat schreibt in der Antwort, die Menge der Kraftfuttermittel, die in den letzten Jahren eingeführt wurde, habe stets abgenommen. Das stimmt zwar. Sie hat tatsächlich etwas abgenommen. In der Zwischenzeit haben die inländischen Bauern mehr Futtergetreide angebaut und auch bessere Konservierungsmethoden beim Rauhfutter angewendet, so dass wir gesamthaft heute mehr Futter zur Verfügung haben als noch vor 10 oder 15 Jahren, als die Einfuhren etwas grösser waren. Man kann deshalb nicht erwarten, dass die Viehproduktion aufgrund der Einfuhren zurückgehe. Die Einfuhren hätten viel massiver zurückgehen müssen, um eine Verkleinerung des Angebotes an Futter zu bewirken.

Noch ein Letztes. Eine massive Senkung der Höchstbestände würde das Angebot an grossem Schlachtvieh kaum verringern, schreibt der Bundesrat. Das mag ein Stück weit zutreffen, ich möchte dem nicht widersprechen. Es würde aber immerhin ein gutes Ziel erreicht – und ein Ziel, das wir sehr gerne erreichen möchten. Wenn die Gesamtproduktion auch nicht zurückginge, gäbe es wenigstens eine Verlagerung von der industriellen Produktion in die bäuerlichen Betriebe, etwas, was gerade auch in der Diskussion um Artikel 19 in diesem Parlament mit aller Deutlichkeit zum Ausdruck gebracht wurde. Gerade das wäre eben möglich, wenn man die Höchstbestände noch weiter senken würde. Ich hoffe aber sehr, dass wir bei der Revision des Gewässerschutzgesetzes hier vielleicht ein Weiteres tun können. Dann wäre meines Erachtens auch die Entschädigungspflicht gegenstandslos; denn Gewässerverschmutzung, wie Tierfabriken sie verursachen, verlangt vom Staat keine Entschädigung, wenn wir die Höchstbestände tiefer ansetzen würden, um der Gewässerverschmutzung zu begegnen. Herr Bundesrat, ich muss mich leider von der Antwort als nicht befriedigt erklären.

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: Jè suis très triste, Monsieur Bühler, que vous ne soyez pas satisfait, même partiellement. Je pense que votre interprétation des faits et notam-

ment le jugement que vous portez sur de la célérité des travaux de l'administration en matière de politique agricole, ne correspondent pas à la réalité.

En réponse à la première question posée, je vous informe qu'il s'agit de cette nouvelle disposition de la loi sur l'agriculture qu'est l'article 19. Le Parlement n'a voté cet article qu'à la session de décembre 1986, et cela après une gestation parlementaire qui a duré très longuement puisque la dernière phase de discussion au Conseil national s'est étendue sur plus de deux ans.

Dès lors, reprenant avec joie et allégresse la direction du Département de l'économie publique au 1er janvier 1987, j'ai immédiatement ordonné la mise en place et la préparation d'un modèle de paiements directs non généralisés qui pourrait être appliqué, le cas échéant, sur la base de l'article 19 récemment voté. Ce travail a été conduit d'une manière efficace et rapide, au point que nous avons obtenu un premier rapport sur l'orientation de cette nouvelle politique au mois de mai de cette année, et que nous sommes en train de mettre la dernière main à cette ordonnance transitoire que le Conseil fédéral souhaite appliquer au 1er janvier 1988 et à laquelle il pense pouvoir consacrer quelque 90 millions de francs au seul budget de l'année 1988. Nous sommes donc dans la bonne direction et je ne crois pas que le reproche de lenteur puisse être formulé à l'égard du Conseil fédéral, en tout cas pas en l'occurrence.

Pour les perspectives à moyen terme, nous constatons que le gros bétail de boucherie diminuera d'effectif et que l'offre pour l'année prochaine se tassera vraisemblablement de 2 ou 3 pour cent. Pour les veaux de boucherie, compte tenu de l'évolution favorable de ce marché, il se pourrait que les abattages continuent d'augmenter, comme ce fut le cas durant l'année 1987. Quant aux porcs de boucherie et vu les prix relativement favorables de cette année, on s'attend, pour la deuxième moitié de 1988, à une sensible augmentation de l'offre. 10 000 vaches et génisses ont été exportées cette année. Les prix du bétail d'élevage se sont améliorés, les bêtes de qualité trouvent facilement preneur et, parmi les mesures que nous avons mises en place, je constate, au 1er janvier 1987, le relèvement de quelque 35 millions de francs par an du plafond des dépenses prévues pour les contributions aux frais des détenteurs de bétail des régions de montagne, et, au 1er juillet 1987, l'amélioration des prix indicatifs pour les veaux de boucherie et l'augmentation des contributions aux détenteurs de vaches qui engraisent des veaux. Il faut compter 100 francs de plus par vache.

Par rapport à l'état de la réponse qui ne vous donne pas satisfaction, nous sommes en présence de faits qui montrent une évolution lente mais favorable, de sorte que vous pourriez, à la rigueur, Monsieur Bühler vous déclarer partiellement satisfait.

**Le président:** M. Bühler-Tschappina n'est pas satisfait.

86.827

**Interpellation Weber Monika**  
**Kaufmännische Berufsschulen. Lehrplan**  
**Ecoles professionnelles commerciales.**  
**Programme d'enseignement**

Siehe Seite 114 hier vor – Voir page 114 ci-devant

*Diskussion – Discussion*

Frau **Weber** Monika: Ich habe vor einigen Monaten gewünscht, dass eine Diskussion stattfindet; sie haben zugestimmt – ich danke Ihnen dafür.

Unterdessen habe ich Gelegenheit gehabt, mit dem Biga-Chef verschiedene Gespräche zu führen, und ich kann sagen, dass ich weitestgehend befriedigt bin von der Entwicklung und von der Art und Weise, wie man sich zum aufgeworfenen Problem stellt. Erlauben Sie mir trotzdem noch zwei, drei Bemerkungen dazu.

Berufsbildung muss ein sehr grosses Anliegen des Bundes sein. Es ist wichtig, dass der Bund sich nicht nur um die Hochschulen kümmert, sondern auch um die Berufsbildung. Wir haben zehn Jahre gebraucht, um einen neuen Lehrplan zu bekommen. Zehn Jahre sind im heutigen Informationszeitalter eine sehr lange Zeit. Nicht der Bund allein ist schuld, dass es so lange ging, sondern sicher auch die Partner, die an der Entwicklung dieses Lehrplanes beteiligt waren.

Es ist wichtig – das möchte ich noch einmal betonen, und das ist eigentlich das Hauptanliegen meiner Interpellation –, dass man sich beim Bund bewusst ist, dass wir wahrscheinlich nicht wieder zehn Jahre zuwarten können, bis eine neue Lehrplanänderung eingeleitet wird. In der heutigen Zeit, unter dem Druck der Mikroelektronik, der Entwicklung durch die Informatik, sind wir darauf angewiesen, dass man die Lehrpläne schnell den heutigen Anforderungen anpassen kann. Das heisst: Wir brauchen in unserem Bildungssystem vor allem Flexibilität. Das Wichtigste ist, die Lehrgänge so auszuarbeiten, dass zum einen ein gutes Grundwissen vermittelt wird, dass aber vor allem auch ein neues Bewusstsein vermittelt wird, eine grössere Offenheit, die Fähigkeit, mit Unsicherheit zu leben, und vor allem das Wissen, dass man auch nach der Lehre ein Leben lang weiter lernen muss. Das Bewusstsein, dass unser Wissen nie abgeschlossen ist, muss entwickelt werden. Von dieser Idee müsste der ganze Lehrkörper und im Anschluss an die Lehre auch der Lehrling überzeugt sein.

Man hat mir bei meinen Gesprächen gesagt, dass vor allem die Lehrer nicht so daran interessiert seien, dauernd Lehrpläne zu wechseln. Ich möchte gerade hier den Bundesrat unterstützen und ihn dazu ermuntern, nicht nachzugeben. Es ist wichtig, dass auch die Lehrer einsehen, dass die Bildung offen und flexibel sein muss.

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: L'importance de la formation continue ou de celle en cours d'emploi s'est encore accrue ces dernières années, et nous sommes maintenant en présence d'un véritable défi. Nous devons améliorer et diversifier cette formation continue. Nous devons être à même de répondre à la demande largement insatisfaite de cadres et de cadres supérieurs dans de nombreux domaines. L'économie les réclame à cor et à cri de manière sensiblement plus développée que ce n'était le cas ces dernières années encore.

Nous devons, pour ce faire, nous adapter aux techniques nouvelles, dispenser un enseignement qui permette de maîtriser ces techniques et d'ouvrir des carrières d'un type insoupçonné il y a peu de temps encore aux jeunes et aux moins jeunes Suisses.

C'est dans cet effort permanent et dans cette perspective, qui n'implique pas que l'Etat, mais bien entendu aussi l'économie privée, les employeurs, les syndicats, que nous travaillons. Le très récent séminaire que l'OFIAMT a convoqué à Zollikofen, avec les représentants les plus authentiques de l'économie privée, est bien là pour donner une impulsion et montrer l'intérêt que nous leur portons.

En ce qui concerne la question spécifique que vous posez dans le cadre de votre interpellation, je vous rappelle que la révision des prescriptions d'apprentissage des employés de commerce est entrée en vigueur au début de cette année, après, il est vrai, une trop longue gestation. Nous la maintiendrons, car il faut que nous puissions tirer de l'observation de plusieurs cycles et de plusieurs années les enseignements utiles quant à l'adaptation que nous devons apporter à cet instrument.

Cependant, une chose est certaine. Si nous devons éviter en cette matière la précipitation qui serait mauvaise conseillère, qui conduirait à une déstabilisation permanente de notre

## **Interpellation Bühler-Tschappina Schlachtviehmarkt**

## **Interpellation Bühler-Tschappina Marché du bétail de boucherie**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	86.500
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	24.09.1987 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1195-1196
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 715